



Énergies & Matières premières

Bilan énergétique provisoire de l'année 1996

Direction Générale de l'Énergie et des Matières Premières
Paris, le 29 avril 1997

Faits saillants :

- la consommation totale d'énergie primaire (234,5 Mtep) a crû de 1,8% en 1996, après corrections climatiques, soit légèrement plus que la croissance économique ; l'évolution de la consommation finale est comparable : 1,2%, à 193,0 Mtep ;
- en données réelles, la croissance est deux fois plus forte : 3,6%, à 235,7 Mtep ;
- l'année 1996 a été légèrement plus froide que la moyenne, avec un indice de rigueur de 1,03. Cela concerne à la fois la fin de la saison de chauffe 1995-96 (hors janvier 1996) et le début de la saison 1996-97, en particulier décembre ;
- 1996 vient après deux années clémentes : l'indice de rigueur climatique valait 0,93 en 1995 et 0,85 en 1994. De ce fait, les évolutions de la consommation réelle sont, depuis deux ans, nettement plus fortes que celles de la consommation corrigée du climat ;
- la production nationale a crû de 1,7% en 1996, grâce exclusivement à l'électricité nucléaire, toutes les autres énergies primaires ayant connu une décroissance ;
- la croissance de la production est plus faible que celle de la consommation réelle : de ce fait, le taux d'indépendance perd près d'un point, à 50,1% ;
- les parts de marché des différentes énergies poursuivent leurs évolutions structurelles : gain pour le gaz, stabilité pour le charbon et l'électricité, décroissance pour le pétrole ;
- le solde énergétique s'est nettement dégradé en 1996 : la stabilité du solde électrique n'a pu compenser l'augmentation des quantités importées (charbon, pétrole et gaz) jointe à la hausse des prix internationaux et du Dollar ;
- l'intensité énergétique se dégrade légèrement en 1996, ce qui est conforme à la tendance de moyen terme observée, aux à coups conjoncturels près, depuis le minimum enregistré en 1990.

Avertissement : l'élaboration du bilan énergétique provisoire, pour l'année qui vient de s'achever, est l'occasion privilégiée de ré-examiner les données statistiques disponibles pour les années les plus récentes. Les bilans 1993, 1994 et 1995 (provisoire) ont été revus. Ainsi, le bilan 1996 présenté ici doit être comparé à ces trois évaluations données en annexe et non aux bilans publiés précédemment.

I - Contexte économique

Après la récession de 1991, le point haut du cycle économique pour l'ensemble OCDE hors Japon a été¹ atteint en 1994, où la croissance a été maximale : États-Unis (3,5%), Allemagne (2,9%), Royaume-Uni (3,8%), Canada (4,1%). La croissance s'est sensiblement infléchiée en 1995 et 1996, pour atteindre 2,4% en moyenne : États-Unis (2,0, puis 2,4%), Allemagne (1,9 et 1,1%), Royaume-Uni (2,4% en 1995 et 1996), Canada (2,3 et 1,5%). La croissance qu'a connue la France² pendant ces deux dernières années s'inscrit dans ces tendances (2,9% en 1994, 2,3% en 1995 et 1,4% en 1996), avec un cycle conjoncturel moins accusé que dans les pays anglo-saxons et des résultats légèrement supérieurs à ceux de l'Allemagne. Seul le Japon paraît atypique en 1996, avec une forte accélération de la croissance (3,6%) après deux années très faibles (0,5% en 1994 et 0,9% en 1995). La moyenne de l'Union Européenne se situe à 1,6% en 1996, après 2,5% en 1995 et 2,9% en 1994. Le profil de la croissance est désormais plus équilibré, avec en particulier de moindres écarts de conjoncture entre les principaux pays et une préoccupation commune d'assainissement des finances publiques dans une perspective de réalisation de l'union économique et monétaire.

Les modalités de ce ralentissement peuvent être rappelées : l'effondrement du peso mexicain a affecté les exportations des États-Unis au début 1995 ; ce léger coup de froid, joint aux turbulences sur les marchés monétaires et financiers, s'est transmis à l'économie européenne : fin de la reconstitution des stocks, anticipations d'investissement revues à la baisse et non compensées par la consommation des ménages. Néanmoins, la situation reste fondamentalement saine : forte croissance hors OCDE, croissance non inflationniste pour l'OCDE (hors États-Unis), baisse progressive des taux d'intérêt réels ; seuls les taux de chômage élevés que connaît l'Europe, et que le rythme de croissance atteint ou prévu ne permet pas de diminuer sensiblement, constituent un réel motif de préoccupation.

Le profil conjoncturel a, en France, des spécificités importantes : attentisme pré-électoral en 1995, effet marqué du cycle des biens intermédiaires et fortes fluctuations dans l'automobile, liées au calendrier des mesures de soutien qui ont pris fin en septembre 1996, ont induit une activité déclinante au cours de l'année, jusqu'aux mouvements sociaux de novembre-décembre 1995 ; le ralentissement en moyenne annuelle 1996 (1,4% contre 2,3% en 1995) masque, en fait, un redémarrage en cours d'année, avec un glissement annuel de 2,1%. Les deux semestres ont été très dissemblables : la consommation des ménages a entraîné l'activité en début d'année, au prix d'une baisse du taux d'épargne ; le relai a été pris par l'arrêt du déstockage et le regain de demande étrangère. Les prix ont évolué à des rythmes faibles (1,9% pour la consommation, 1,3% pour le PIB), proches de ceux de 1994 et 1995, en dépit de la hausse de 2 points du taux normal de TVA, passé à 20,6% en août 1995. Les exportations ont crû plus fortement que les importations, avec une amélioration du solde commercial : 120 MdF en 1996 (Fab/Fab), contre 90 MdF en 1995 et 69 MdF en 1994. Le taux de chômage s'est accru d'un point en

¹ Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1996 (n° 60)

² INSEE, note de conjoncture (mars 1997) et comptes de la Nation, année 1996 (Informations rapides 29 avril 1997)

cours d'année et atteint 12,7% en fin 1996 (au sens du BIT). Le ralentissement de la croissance n'a ainsi pas permis la poursuite de la légère amélioration du taux de chômage perçue en 1994 et début 1995.

II - Environnement énergétique

La production mondiale de brut a poursuivi sa progression en 1996 (3,0%, après 2,2% en 1995) et a atteint 72 Mbl/j³. Les réserves prouvées ont évolué moins vite (1,1%) au cours de l'année, pour atteindre 1 019 Gbl, soit près de quarante ans de production.

La production non OPEP et hors ex-URSS a continué d'augmenter en 1996, avec 36,5 Mbl/j, contre 35,0 en 1995 (+3,4%). La production cumulée de la Norvège et du Royaume-Uni s'est élevée à 6,0 Mbl/j contre 5,7 Mbl/j en 1994 (+6,0%), tandis que la production OPEP progressait moins vite, de 3,7% seulement, à 28,5 Mbl/j et que la production de l'ex-URSS semble avoir stabilisé sa chute, à 7,05 Mbl/j, contre 7,1 Mbl/j en 1995, 7,2 Mbl/j en 1994 et 7,8 Mbl/j en 1993.

La demande de brut émanant de la zone OCDE atteint 41,1 Mbl/j, avec une croissance de 1,7%, sensiblement inférieure à la croissance économique moyenne (2,4%).

En dépit de la poursuite de l'embargo sur l'Irak (hors application de la résolution "pétrole contre nourriture"), l'offre a équilibré sans difficulté cette demande en légère croissance ; la remontée sensible du prix du baril (20,65 \$/bl en 1996, contre 17 \$/bl en 1995, comme en 1993, et 15,8 \$/bl en 1994 pour le Brent daté ; 20,3 \$/bl contre 16,9 \$/bl en 1995, 15,5 en 1994 et 16,3 en 1993 pour le panier OPEP) est moins attribuable à des tensions offre/demande de moyen terme qu'à des tensions de court-terme : le fort mouvement de déstockage en début d'année, conséquence de la décroissance des prix lors des trois années précédentes et amplifié par la poursuite des pourparlers ONU-Irak, s'est heurté à un climat plus rigoureux, en particulier à une forte vague de froid en Amérique du Nord, comme en 1995.

En France, le prix moyen en dollar du pétrole brut importé a connu une hausse de 20,7%, à 20,9 \$/bl - soit un peu plus que le cours du Brent -, contre 17,3 \$/bl en 1995, 15,9 \$/bl en 1994 et 16,2 en 1993. Le dollar ayant été en moyenne plus élevé en 1996 (5,12 F, contre 4,99 F en 1995, 5,55 F en 1994 et 5,66 F en 1993), le prix en franc de la tonne de brut importé a augmenté encore plus : 784 F/t en 1996 (23,8%), contre 634 F/t en 1995, 646 F/t en 1994 et 673 en 1993. Les quantités importées s'étant accru de près de 9%, la facture pétrolière a connu une forte hausse en 1996 : 72,8 MdF (27,2%), dont 64,5 MdF pour le pétrole brut (34,6%) et 8,3 MdF pour les produits raffinés (-11%).

III - Consommation d'énergie primaire totale

La consommation d'énergie primaire totale connaît, après corrections climatiques, une croissance de 1,8%, à 234,5 Mtep en 1996 contre 230,3 Mtep en 1995. Ce taux est le même pour ce qui concerne les seuls usages énergétiques, toujours après corrections climatiques.

Par contre, en termes réels, la consommation hors correction climatique connaît une croissance deux fois plus forte, de 3,6%, passant de 227,5 Mtep en 1995 à 235,7 Mtep en 1996. L'écart d'évolution

³ AIE, Monthly oil report, 7 mars 1997

entre réel et corrigé du climat est ici le même que celui constaté en 1995. En effet, si le climat de l'année 1996 a été proche de la moyenne trentenaire (indice de rigueur de 1,03), il a été plus froid qu'en 1995 (indice de rigueur de 0,93) et surtout qu'en 1994 (indice de rigueur de 0,85), qui était il est vrai une année exceptionnelle : l'indice de rigueur climatique était le plus faible de ceux mesurés depuis 1949.

Consommation d'énergie primaire

en Mtep	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Consommation d'énergie primaire							
. Réelle	210,1	219,9	225,1	224,0	222,6	227,5	235,7
. Corrigée du climat	214,9	218,1	226,3	225,2	229,3	230,3	234,5
dont							
. Usages énergétiques (corrigés du climat)	202,5	204,9	211,9	210,7	213,8	214,9	218,9
. Usages non énergétiques	12,4	13,2	14,4	14,5	15,5	15,4	15,6
Taux de variation annuel							
. Consommation primaire (corrigée du climat)	2,5%	1,5%	3,7%	-0,5%	1,8%	0,5%	1,8%
. PIB marchand (volume)	2,7%	0,4%	0,9%	-2,0%	2,9%	2,3%	1,4%

La consommation d'énergie suit l'évolution conjoncturelle de l'activité économique et reproduit son profil cyclique, de façon amortie. Si les deux années précédentes (1994 et 1995) avaient été marquées par une évolution plus lente de la consommation d'énergie que celle du PIB, c'est à dire un mouvement "apparent" d'économies d'énergie, conforme au mouvement tendanciel enregistré depuis le début des années soixante-dix, l'année 1996 renoue avec les tendances de moyen terme constatées depuis le début de la décennie.

Le contenu énergétique de la croissance n'a pas encore rejoint, en 1996, son minimum enregistré en 1990 et l'évolution de l'intensité énergétique⁴ à moyen terme semble plutôt marquée par une stabilisation, sinon une légère remontée. Les principales raisons en sont, d'une part, le ralentissement de la croissance, qui crée des déséconomies d'échelle dans les usages énergétiques, et, d'autre part, la faiblesse de l'élasticité-prix à court terme, qui n'a pas permis de percevoir en 1996 les bénéfices de l'augmentation du prix relatif de l'énergie enregistrée au cours de l'année.

En effet, si le prix moyen de la consommation des ménages n'évolue que faiblement en 1996 (2,0% en moyenne sur 1995) et ralentit en cours d'année (1,7% en glissement en cours d'année), il n'en va pas de même pour les prix des énergies : 5,0% en moyenne annuelle 1996 pour l'ensemble des produits, avec une accélération en fin d'année (6,6% en glissement) et, surtout, 7,8% en moyenne annuelle pour les produits pétroliers, avec 10,9% en glissement, essentiellement en raison de l'évolution des prix internationaux. A contrario, le prix du gaz (1,4% en moyenne, 3,1% en glissement) et surtout de l'électricité (1,1% en moyenne, 0,1% en glissement) évolue moins vite que l'inflation.

Néanmoins, ces évolutions de prix ne sont pas inquiétantes : d'une part, le début d'année 1997 connaît une décreue des prix internationaux du pétrole et, d'autre part, le prix relatif de l'énergie ne faisait

⁴ Ratio de la consommation d'énergie primaire corrigée du climat au PIB marchand en volume

ainsi que rejoindre fin 1996 son niveau de 1990, lui même proche du prix relatif connu entre les deux chocs pétroliers ou au début des années soixante, soit une “norme” convenable de moyen terme.

IV - Production nationale et indépendance énergétique

La production nationale d'énergie primaire a augmenté de 1,7% en 1996, à 118,0 Mtep contre 116,0 Mtep en 1995. Cette progression est du même ordre de grandeur que celle de 1995 et pour les mêmes raisons, puisqu'elle est essentiellement due aux centrales nucléaires : 5,3%, à 88,2 Mtep en 1996.

Production d'énergie primaire

en Mtep	1973	1980	1990	1993	1994	1995	1996	Écart 96-95
Charbon	17,3	13,1	7,7	6,2	5,4	5,1	5,0	-0,1
Pétrole	2,2	2,4	3,5	3,3	3,4	3,1	2,7	-0,4
Gaz naturel	6,3	6,3	2,5	2,9	2,9	2,8	2,4	-0,4
Électricité								
. Hydraulique	10,7	15,7	13,0	15,2	18,1	17,0	15,5	-1,6
. Nucléaire	3,3	13,6	69,6	81,7	79,9	83,8	88,2	+4,5
Énergies renouvelables	2,0	3,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	-
Total production	41,7	54,3	100,5	113,5	114,0	116,0	118,0	+2,0
Taux d'indépendance énergétique	22,5%	27,4%	47,8%	50,7%	51,2%	51,0%	50,1%	-0,9 pt

L'année 1994 avait été atypique : le climat exceptionnellement doux (indice de rigueur 0,85) et la très bonne production hydraulique (18,1 Mtep soit le maximum historique, atteint avec un indice de productibilité hydraulique de 1,16) avaient nécessité un moindre recours au parc électro-nucléaire. L'année 1995 avait constitué un retour à la normale, avec un indice de productibilité de 1,05 ; 1996 s'inscrit dans cette tendance, avec un indice de productibilité hydraulique de 0,97 et une baisse de 9% de la production hydraulique.

De plus, la disponibilité du parc nucléaire s'est encore améliorée en 1996 : 82,7%, contre 81% en 1995, 81,2% en 1994 et 80,7% en 1993, mais seulement 71,3% en 1992 et 71,9% en 1991. La centrale de Chooz B1, d'une puissance de 1 455 MW, a été couplée au réseau à la fin août, mais n'a pas encore été mise en service industriel ; de ce fait, la puissance totale installée du parc nucléaire est passée, en 1996, à 60 GW au niveau national.

La production d'électricité primaire (hydraulique + nucléaire) a ainsi atteint 103,7 Mtep, en progression de 2,9% ; l'électricité a représenté en 1996 près de 88% de la production nationale d'énergie. Les parts des énergies fossiles sont faibles et légèrement décroissantes : le charbon décroît, traduction de la lente récession charbonnière ; poursuite du lent épuisement du gisement de Lacq ; les faibles prix internationaux du pétrole dans les années récentes n'ont pas permis de rentabiliser et de développer l'exploration/production en France.

La production nationale croissant moins vite (1,7%) que la consommation réelle (3,6%), hors corrections climatiques, le taux d'indépendance énergétique connaît une nette dégradation, de près d'un point, à un niveau certes élevé (50,1%).

V - La part des énergies dans la consommation : progression du gaz

Sur les quatre dernières années, les "parts de marchés" des différentes énergies dans la consommation totale sont très stables, seul le gaz connaissant une progression sensible. Mais, sur plus de vingt ans, depuis le premier choc pétrolier, la redistribution est très nette : la part du charbon a été divisée par 2,5 ; la part du pétrole est passée de 70% à un peu plus de 40% ; la part du gaz a presque doublé et la part de l'électricité primaire a progressé de 7 à 38%.

Structure de la consommation d'énergie primaire (corrigée du climat)

en %	1973	1980	1990	1993	1994	1995	1996
Charbon	15,2	15,8	8,9	6,5	6,3	6,4	6,6
Pétrole	69,2	56,6	42,5	41,5	41,4	41,2	40,5
Gaz	7,3	10,8	12,3	12,9	12,9	13,2	13,6
Électricité primaire (*)	7,3	15,2	34,4	37,2	37,6	37,4	37,5
Énergies renouvelables	1,1	1,6	2,0	1,9	1,8	1,8	1,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(*) Nucléaire + Hydraulique - Solde des échanges

Charbon : stabilisation à un niveau bas

La consommation totale (15,5 Mtep) est en nette croissance sur 1995 (14,7 Mtep) et 1994 (14,5 Mtep). Mais il s'agit, en fait, d'une quasi-stabilité, aux fluctuations climatiques près, à un niveau faible. La production d'électricité thermique représente, en effet, 41% de cette consommation et est en nette progression en 1996 (14%), comme en 1995. L'évolution de la rigueur du climat explique donc l'essentiel de la croissance de la consommation de charbon.

La sidérurgie représente environ un tiers de la consommation totale, mais est en régression en 1996 (-7%) comme en 1995, ce qui est caractéristique du retournement conjoncturel qui a affecté plus généralement les biens intermédiaires. Il est à noter que le gain de part de marché du charbon en 1996 ne profite qu'aux importations (16%), non à la production nationale (-1,5%).

Pétrole : stabilisation

La consommation totale de produits pétroliers a connu plusieurs phases : maximum de 126,6 Mtep atteint en 1973, décroissance continue jusqu'au minimum de 84,3 Mtep de 1985 ; le contre-choc pétrolier et la baisse des prix ont stimulé la demande, jusqu'à 96,2 Mtep en 1992 ; depuis, la consommation de produits pétroliers est stabilisée : en 1996, elle atteint 94,9 Mtep (0,1%).

Les principaux marchés concernés sont :

- la pétrochimie (usages non énergétiques) en légère croissance (1,5%) à 13,2 Mtep, proche de celle du PIB bien qu'il s'agisse d'une branche des biens intermédiaires ;

- l'industrie, où la part de marché du pétrole a sensiblement régressé en 1995 ;
- le résidentiel-tertiaire, où la consommation corrigée du climat baisse de 4,4% en 1996, tandis que l'ensemble du résidentiel-tertiaire s'accroît légèrement (0,9%), ce qui se traduit par une sensible perte de part de marché ;
- les transports poursuivent leur hausse modérée (1,5% en 1996) connue depuis 1993, qui constitue une confirmation de la décélération enregistrée par rapport à la période 1985-1992 (3,7% en moyenne) ; l'évolution de la fiscalité et la poursuite de la diésélisation du parc automobile contribuent à cette hausse modérée de la demande ;
- en raison de la pointe d'hiver, la consommation des centrales thermiques est en nette hausse en 1996 comme en 1995, mais demeure à un niveau très faible (1,2 Mtep) ;

Au total, la part des usages "non-substituables" du pétrole (transports et usages non énergétiques) demeure élevée, supérieure à 60% du total de la consommation et plus des 2/3 de la consommation finale.

Gaz naturel : progression sur tous les marchés

Pour le gaz naturel, les années 1994 et 1995 avaient été contrastées : l'année 1994 a été marquée par une forte croissance (9%) dans le résidentiel-tertiaire, qui s'est traduite par une progression de la part de marché à près de 20%. En 1995, c'est l'industrie qui a connu une nette progression (7%) de la consommation et de la part de marché, à près de 22%.

En 1996, les deux segments principaux du marché progressent de façon parallèle : 4,9% pour l'industrie et 5,2% pour le résidentiel-tertiaire ; le résidentiel-tertiaire retrouve ainsi, après correction climatique, son niveau et sa part de marché atteints en 1994. Au total, la consommation de gaz a connu en 1996 une croissance de 5,4%, nettement plus forte qu'en 1995 (2,5%) et surtout que la légère pause observée en 1994, à 1,5%.

Electricité : croissance retrouvée

La consommation intérieure d'électricité a atteint, en 1996 et après corrections climatiques, 412,3 TWh contre 401,5 TWh en 1994, soit une croissance de 2,7%, nettement plus forte qu'en 1995 (0,9%), plus proche de celle de 1994 (2,9%).

Les évolutions sont un peu plus faibles pour la demande finale (hors branche énergie) d'électricité : 1,5% en 1996, contre 1% en 1995. Comme pour le gaz, les principaux segments évoluent en 1996 à des rythmes proches : 1,6% pour le résidentiel-tertiaire et 1,2% pour l'industrie. La part de marché de l'électricité dans le résidentiel-tertiaire continue ainsi sa lente progression et atteint, en 1996, 56%. Par contre, elle est stable dans l'industrie, à 54%.

Enfin, la consommation d'électricité des transports connaît en 1996 une nette hausse (8%), après les mouvements sociaux qui ont affecté les services publics (SNCF et RATP) à la fin de 1995.

VI - Structure de la consommation finale

Hors consommations internes de la branche énergie et usages non énergétiques (matières premières), la consommation finale d'énergie corrigée du climat s'accroît de 1,2% entre 1995 et 1996, à 193,0 Mtep, après la légère décroissance (0,5%) enregistrée en 1995 : les évolutions sont ici proches de celles constatées pour la consommation totale d'énergie primaire, après correction climatique.

La consommation industrielle hors sidérurgie poursuit sa hausse (2,4%), légèrement accélérée sur l'évolution de 1995 (2%) et 1994 (1,6%). Par contre, la sidérurgie a connu une forte baisse en 1996 (-6,4%), qui amplifie celle de 1995 (-3,7%) et contraste avec la très nette reprise de 1994. Les évolutions de cette branche des biens intermédiaires sont nettement plus marquées, et le décrochage observé en 1995 apparaît caractéristique des évolutions de ces branches.

Le résidentiel-tertiaire connaît, en 1996, une légère croissance (0,9%) à 85,6 Mtep, qui contraste avec l'évolution de 1995 (-2,6%), après la forte reprise constatée en 1994 (4,2%). Il convient néanmoins de rappeler que ce constat porte sur les agrégats corrigés du climat, et que cette correction a été très forte pour ces deux années : plus de 3 points en 1995 et plus de 7 points en 1994.

Pour les transports, l'essentiel -à près de 96%- de la consommation porte sur des produits pétroliers : tandis que 1993 (0,8%) et 1994 (0,4%) avaient été marquées par une sensible décélération, en net retrait sur les tendances antérieures depuis le contre-choc pétrolier, 1995 (1,2%) et 1996 (1,5%) sont marquées par une légère accélération de la croissance de la consommation des transports.

Le trafic routier de marchandises a légèrement (-1,5%) baissé en 1996, après la forte hausse de 1995 (8,1%), 5,9% en 1994 et -3,9% en 1993 ; le fret SNCF a crû de 2,7% en 1996, après -1,1% en 1995 et 8,4% en 1994. La grève de la SNCF en novembre-décembre 1995 et celle des transporteurs routiers fin 1996 expliquent l'essentiel de ces évolutions hachées, qui se compensent partiellement. Le parcours total tous véhicules (particuliers et utilitaires) continue sa progression : 1,9% en 1996, après 3% en 1995 et 3,5% en 1994. La prime "Juppé", en vigueur jusqu'au 30 septembre 1996, a eu pour effet d'accroître les immatriculations neuves (10,4%) en 1996, malgré une baisse de 6,8% des véhicules diesel. La part du diesel baisse ainsi nettement en 1996 (39%), ce qui accentue la baisse de 1995 (47%, contre 48% en 1994) dans les immatriculations neuves ; elle continue néanmoins d'augmenter (1,6 point, à 29,3%) dans un parc légèrement croissant, sous l'effet très retardé de la hausse des immatriculations neuves diesel des dix années passées. La quasi-stabilité du parc, jointe à la progression du diesel, permet alors une progression somme toute contenue de la consommation, en dépit des nettes croissances des parcours. Ces évolutions contrastées se retrouvent sur les carburants, qui conservent leurs tendances antérieures, si ce n'est l'effet près des grèves de 1995 et 1996 : -4,2% sur le carburant auto (-5,1% en 1995), dont 6,7% pour le super sans plomb (3,7% en 1995) et -15,2% pour le super plombé (-12,5% en 1995) et 2,7% pour le gazole (5,2% en 1995) ; désormais, les ventes de super sans plomb sont supérieures à celles de super plombé.

o
o o
o